

RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1987 B 01287

Numéro SIREN : 340 556 489

Nom ou dénomination : HOLDING SODICAR

Ce dépôt a été enregistré le 30/03/2022 sous le numéro de dépôt 8749

HOLDING - SODICAR

Société par actions simplifiée

au capital de 903.050 euros

Siège social : Route de Bordeaux

33740 ARES

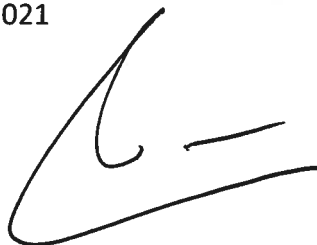
340 556 489 RCS BORDEAUX

COMPTES ANNUELS AU 30 SEPTEMBRE 2020

APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EN DATE

DU 24 MARS 2021

Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'L' shape followed by a horizontal line and a small flourish.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		30/09/2020			30/09/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				1 483
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				3 050
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				273 965
	Autres immobilisations corporelles				120 357
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	8 494 212	16 179	8 478 033	6 532 290
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				948 918
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				742 006
	TOTAL (II)	8 494 212	16 179	8 478 033	8 622 070
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				26 292
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				4 537 967
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés				398 175
	Autres créances	2 653 208		2 653 208	3 501 873
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 294		3 294	3 264
	DISPONIBILITES	1 800 213		1 800 213	2 499 435
	Charges constatées d'avance				77 295
	TOTAL (III)	4 456 715		4 456 715	11 044 300
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		12 950 928	16 179	12 934 749	19 666 370

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

41 900

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

30/09/2020

30/09/2019

Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation	903 050	903 050
	RESERVES		
	Réserve légale	90 305	90 305
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	7 592 438	7 337 949
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	(16 273)	1 211 722
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	8 569 520	9 543 026
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	1 108 400	218 167 214 672
	Total des provisions	1 108 400	432 839
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	218 195	2 057 195
	Emprunts et dettes financières divers	3 029 221	1 199 349
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		32 436
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 412	4 462 174
	Dettes fiscales et sociales		1 833 240
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		106 110
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	3 256 829	9 690 504
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	12 934 749	19 666 370
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(16 272,99)	1 211 722,41
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		3 100 974	9 103 207
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			1 000 000

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

30/09/2020

30/09/2019

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				40 694 422
	Production vendue (Biens)				4 056 843
	Production vendue (Services et Travaux)				888 388
	Montant net du chiffre d'affaires				45 639 653
	Production stockée				
	Production immobilisée				1 586
	Subventions d'exploitation				17 836
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			176	160 702
	Autres produits				
	Total des produits d'exploitation (1)			176	45 819 776
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				31 638 246
	Variation de stock				66 040
	Achats de matières et autres approvisionnements				320 257
	Variation de stock				6 619
	Autres achats et charges externes			9 412	4 823 370
	Impôts, taxes et versements assimilés				897 368
	Salaires et traitements				4 333 082
	Charges sociales du personnel				1 391 893
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations				120 104
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				10 800
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				21 336
	Autres charges			2	27 934
	Total des charges d'exploitation (2)			9 414	43 657 049
RESULTAT D'EXPLOITATION				(9 238)	2 162 727

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

30/09/2020

30/09/2019

RESULTAT D'EXPLOITATION		(9 238)	2 162 727
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		343
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		3 641
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	3 217	2 928
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	28 387	
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	32	43
Total des produits financiers		31 636	6 955
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 597	3 765
	Intérêts et charges assimilées (4)	20 086	26 524
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		21 683	30 289
RESULTAT FINANCIER		9 954	(23 334)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		716	2 139 393
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		636
	Sur opérations en capital	1 347 773	10 193
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	23 723	31 666
	Total des produits exceptionnels	1 371 496	42 495
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		400
	Sur opérations en capital	1 347 773	68
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	917 451	
	Total des charges exceptionnelles	2 265 224	468
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(893 728)	42 027
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		(876 739)	384 452 585 246
TOTAL DES PRODUITS		1 403 309	45 869 225
TOTAL DES CHARGES		1 419 582	44 657 503
RESULTAT DE L'EXERCICE		(16 273)	1 211 722
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées		3 217	
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

ANNEXE
AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Principes, Règles et Méthodes Comptables

Le bilan de l'exercice présente un total de 12 934 749 euros. Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de 1 403 309 euros et un total **charges** de 1 419 582 euros, dégageant ainsi un **résultat** de -16 273 euros. L'exercice considéré débute le 01/10/2019 et finit le 30/09/2020. Il a une durée de 12 mois.

Règles générales d'établissement des comptes

Les comptes annuels au 30/09/2020 ont été établis dans le respect des dispositions du règlement comptable ANC 2014-03 et des articles L123-12 et suivants du code de commerce. Les conventions comptables générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, et conformément aux conventions suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices ;
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité, et sauf les exceptions prévues par la réglementation, est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les comptes sont présentés en euros sauf indication contraire.

Méthodes comptables, changements de méthodes comptables estimations comptables, changements d'estimation et corrections d'erreurs

Aucun changement significatif de méthodes, d'estimation comptables, de correction d'erreurs ou de présentation des comptes annuels n'est à signaler.

Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêt des présents comptes.

Application de prescriptions comptables ne fournissant pas une image fidèle

Aucune des règles comptables, méthodes d'évaluation ou de présentation des opérations de l'entité n'est susceptible d'induire le lecteur en erreur en ne lui fournissant pas une image fidèle.

Circonstances nuisant à la comparabilité des informations communiquées

Sauf circonstances exceptionnelles mentionnées sous la note "Informations Complémentaires", il n'existe aucune circonstance qui empêche de comparer d'un exercice à l'autre les postes du bilan et/ou du compte de résultat.

Réévaluation

L'entité n'a procédé à aucune réévaluation de ses actifs corporels et financiers

Estimations, appréciations, hypothèses

La préparation des états financiers requiert l'utilisation d'estimations, appréciations et hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, de passifs, de charges ou de produits. Les hypothèses sont par nature incertaines, aussi, les réalisations qui seront ultérieurement constatées dans les comptes pourront s'écarter des estimations retenues.

Ces estimations, appréciations et hypothèses sont arrêtées de manière à prendre en considération l'expérience passée, intégrer des facteurs pertinents et raisonnables en regard des conditions économiques et juridiques des situations d'espèce.

Ces estimations, appréciations et hypothèses sont établies sur la base d'informations disponibles à la date d'arrêt des comptes.

Provisions pour risques et charges

Dans le cadre de la marche normale de ses affaires, l'entité peut être engagée dans des procédures judiciaires ou administratives.

La Direction de l'entité, après étude de chaque situation, a procédé à la constatation d'une provision pour risques ou charges dont la valeur représente la sortie de trésorerie envisagée sur la base de ces informations.

Principes, Règles et Méthodes Comptables

La Direction ne prend pas en considération les éventuels droits à remboursement.

Immobilisations - Généralités

Les règles comptables relatives à la définition, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs conduisent à apprécier la décomposition des immobilisations en composants. Ces derniers représentent les éléments significatifs d'une immobilisation ayant une durée d'utilisation nettement différente de l'immobilisation prise dans son ensemble.

Titres de participation et créances rattachées

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice, ou d'y exercer une influence notable, ou qui sont jugés utiles à réalisation des activités l'entité.

A toute autre date que leur date d'entrée, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'utilité représentant ce que l'entité accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir. Les éléments suivants peuvent être pris en considération pour estimer la valeur d'utilité : rentabilité et perspective de rentabilité, capitaux propres, perspective de réalisation, conjoncture économique, cours moyens de bourse du dernier mois, ainsi que les motifs d'appréciation sur lesquels repose la transaction d'origine.

Les créances rattachées à des participations sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable.

Autres immobilisations financières

Figurent essentiellement dans ce poste les dépôts et cautionnement versés lors de la signature des baux des locaux loués pour les magasins ainsi que les titres, autres que les participations, que l'entreprise a l'intention de conserver durablement ainsi que diverses autres avances de fonds effectuées, notamment auprès d'entités du mouvement E. Leclerc.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont des titres acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance. Elles sont comptabilisées pour leur prix d'acquisition.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable.

Mali technique

Le mali technique de fusion correspond, à hauteur de la participation antérieurement détenue :

1/ Aux plus-values latentes sur éléments d'actif comptabilisés ou non dans les comptes de l'absorbée, et évaluées de manière fiable. Ces éléments incluent, le cas échéant, un fonds commercial dès lors que ce dernier peut être évalué de manière fiable.

Le fonds commercial peut inclure par exemple des éléments découlant de la prise de contrôle de la société absorbée par la société absorbante si ces derniers sont justifiés par des avantages attendus.

2/ Déduction faite des passifs non comptabilisés dans les comptes de l'entité absorbée en l'absence d'obligation comptable (par exemple provisions pour retraites, impôts différés passifs etc.).

Conformément au règlement ANC 2015-06 le mali technique est comptabilisé en fonction des différentes natures d'actifs sous-jacents afin de faciliter son suivi dans le temps compte tenu des nouvelles règles d'amortissement prévues à l'article 745-7 du règlement ANC 2014-03.

En conséquence, le mali technique est comptabilisé dans les catégories suivantes :

- Mali de fusion sur actifs incorporels,
- Mali de fusion sur actifs corporels,
- Mali de fusion sur actifs financiers
- Mali de fusion sur actif circulant.

Cette présentation par catégorie d'actifs résulte de l'affectation effectuée conformément à l'article 745-5 du règlement ANC 2014-03.

L'article 745-7 du règlement ANC 2014-03 fixe le principe d'amortissement du mali. Le mali technique suit les règles

Principes, Règles et Méthodes Comptables

d'amortissement de l'actif sous-jacent sur lequel porte la plus-value. Ainsi, la quote-part de mali affectée à un terrain ou à des titres n'est pas amorti mais fait l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation conformément à l'article 745-8 du présent règlement. La quote-part de mali résiduelle affectée à un fonds commercial suit les règles d'amortissement du fonds commercial.

La quote-part de mali affectée à des actifs amortissables comme des brevets ou des outillages est amortissable sur la durée d'utilisation résiduelle des actifs.

Il en résulte que le mali peut être pour partie amortissable et pour partie non amortissable selon les actifs sous-jacents auxquels il est affecté.

L'article 745-8 du règlement ANC 2014-03 fixe le principe de dépréciation du mali.

L'article 745-9 du règlement ANC 2014-03 fixe le principe de comptabilisation des amortissements et de dépréciation du mali dans des comptes spécifiques par catégorie d'actif.

Opérations en devises - Écarts de conversion

Les charges et produits en devises sont comptabilisés pour leur contrevaletur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "Ecart de Conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale. Le cas échéant, les créances ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse. Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale

Résultat courant

Le résultat courant résulte des produits et des charges afférents aux activités ordinaires de l'entité, ainsi que des éléments se situant dans le prolongement de celles-ci.

Résultat financier

Le résultat financier résulte des produits et des charges afférents aux activités de financement et d'investissement dans des titres financiers. Il comprend également les dotations et reprises sur dépréciations d'actifs financiers et/ou pour risques et charges d'ordre financier.

Résultat exceptionnel

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel, les produits et les charges qui ne relèvent pas par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif des activités courantes de l'entité.

Reprises exceptionnelles d'amortissements

L'entité n'a procédé à aucune reprise exceptionnelle d'amortissements à l'exception éventuelle des reprises d'amortissements dérogatoires.

Les différents tableaux suivants détaillent plus précisément la présente présentation.

Informations Complémentaires

La société SODICAR a effectué un apport partiel d'actif, placé sous le régime spécial des articles 210 A et suivants du CGI, avec effet rétroactif au 1/10/2019, consistant dans l'apport de l'activité d'hypermarché du centre E. Leclerc d'Ares.

Informations relatives aux effets de l'apport partiel d'actifs en date du 30/09/2020 sur certains postes du bilan

Emprunts

	SOLDE	MVTS			SOLDE
	DEBUT PERIODE	Restructuration Fusion, Apa ...	AUG.	REMB	FIN PERIODE
Emprunts	1 057 194.91	-537 243.50		-301 756.03	218 195.38

Immobilisations incorporelles et corporelles - Montant brut

LIBELLE	Ouverture	Augmentati on	Diminution	Fusion - Apa	Clôture
Frais d'établissement et développement					
Autres immos incorporelles	84 752.02			-84 752.02	
Sous total - Immo. Incorporelles	84 752.02			-84 752.02	
Terrains et AAI terrains	19 514.40			-19 514.40	
Constructions sur sol propre	8 950.00			-8 950.00	
Constructions sur sol d'autrui	583 484.95			-583 484.95	
Instal. Générales, Agenc. Amenag. Construc.					
Inst. Techniques, Matériels et outillages	1 998 500.13			-1 998 500.13	
Instal. Générales, Agenc. Amenag. Divers	52 533.78			-52 533.78	
Mat. de transport	147 458.60			-147 458.60	
Mat. de bureau et informatique	160 043.34			-160 043.34	
Emballages récup. et divers					
Immos. corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Sous total - Immo. Corporelles	2 970 485.20			-2 970 485.20	
Total	3 055 237.22			-3 055 237.22	

Immobilisations incorporelles et corporelles - Amortissements

LIBELLE	Ouverture	Augmentati on	Diminution	Fusion - Apa	Clôture
Frais d'établissement et développement					
Autres immos incorporelles	83 268.56			-83 268.56	
Terrains et AAI terrains	16 464.26			-16 464.26	
Constructions sur sol propre	8 950.00			-8 950.00	
Constructions sur sol d'autrui	583 484.95			-583 484.95	
Instal. Générales, Agenc. Amenag. Construc.					
Inst. Techniques, Matériels et outillages	1 724 534.92			-1 724 534.92	
Instal. Générales, Agenc. Amenag. Divers	52 533.18			-52 533.18	
Mat. de transport	48 732.18			-48 732.18	
Mat. de bureau et informatique	138 412.81			-138 412.81	
Total	2 656 381.46			-2 656 381.46	

Informations Complémentaires

Immobilisations financières

LIBELLE	Ouverture	Augmentation	Diminution	Fusion - Apa	Clôture
Participations éval. par mise en équivalence					
Autres participations	6 572 258.89	1 921 953.46			8 494 212.35
Autres titres immobilisés	948 917.70			-948 917.70	
Prêts et autres immos. financières	742 006.43			-742 006.43	
Total	8 263 183.02	1 921 953.46		-1 690 924.13	8 494 212.35

Provisions pour risques

Nature	Début période	Restructuration Fusion, Apa	Dotations	Reprises	Fin période
Provisions pour risques et charges	218 167.44	-218 167.44	0.00	0.00	0.00
Provisions pour impôts	214 672.00		917 451.00	23 723.00	1 108 400.00

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

(articles R. 225-102 du Code de commerce)

Etat exprimé en euros		30/09/2016	30/09/2017	30/09/2018	30/09/2019	30/09/2020
CAPITAL en Fin d'exercice	Capital social	903 050	903 050	903 050	903 050	903 050
	Nombre d'actions ordinaires	18 061	18 061	18 061	18 061	18 061
	Nbre d'actions dividende prioritaire sans droit de vote					
	Nombre maximal d'actions à créer :					
	- Par conversion d'obligation - Par droit de souscription					
OPERATIONS et RESULTAT	Chiffre d'affaires (hors taxes)	44 962 838	44 166 973	44 779 514	45 639 653	
	Résultat avant impôts, participations dotations aux amortis et prov.	2 582 187	2 637 868	2 546 185	2 298 993	(26 074)
	Impôts sur les bénéfices	346 501	636 652	510 657	585 246	(876 739)
	Participation des salariés	455 912	420 730	425 835	384 452	
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amortis et provisions	1 701 417	1 476 254	1 753 970	1 211 722	(16 273)
	Résultat distribué	614 074	505 708	505 708	1 200 000	957 233
RESULTAT PAR ACTION	Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortis et prov.	99	88	89	74	47
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amortis et provisions	94	82	97	67	(1)
	Dividende attribué	34	28	28	66	53
PERSONNEL	Effectif moyen salarié	152	186	188	186	
	Montant de la masse salariale	4 146 851	4 148 683	4 088 101	4 329 560	
	Montant des sommes versées en avantages sociaux	1 631 846	1 361 697	1 386 442	1 391 893	

Capital social

Etat exprimé en euros

30/09/2020

Nombre

Val. Nominale

Montant

ACTIONS / PARTS SOCIALES				
	Du capital social début exercice	18 061,00	50,0000	903 050,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	18 061,00	50,0000	903 050,00

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros

	Capitaux propres clôture 30/09/2019	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 30/09/2020
Capital social	903 050				903 050
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...					
Ecarts de réévaluation					
Réserve légale	90 305				90 305
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	7 337 949	254 489			7 592 438
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	1 211 722	(1 211 722)		(16 273)	(16 273)
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	9 543 026	(957 233)		(16 273)	8 569 520

Date de l'assemblée générale 20/03/2020

Dividendes attribués 957 233

¹ dont dividende provenant du résultat n-1 957 233

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 8 585 793

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 8 585 793

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (973 506)

Immobilisations Incorporelles

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/09/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
Frais d'établissement, de recherche et de développement						
Autres	84 752				84 752	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	84 752				84 752	

Frais d'établissement

	Valeur nette	% Taux amortis.
Frais de constitution		
Frais de premier établissement		
Frais d'augmentation de capital		
TOTAL		

Immobilisations Corporelles

Etat exprimé en euros	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/09/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
Terrains	19 514				19 514	
Constructions sur sol propre	8 950				8 950	
sur sol d'autrui	583 485				583 485	
instal. agencet aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels	1 998 500				1 998 500	
Instal., agencement, aménagement divers	52 534				52 534	
Matériel de transport	147 459				147 459	
Matériel de bureau, mobilier	160 043				160 043	
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 970 485				2 970 485	

Immobilisations Financières & Autres Actifs Financiers

Etat exprimé en euros	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/09/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	6 572 259		1 921 953			8 494 212
Autres titres immobilisés	948 918				948 918	
Prêts et autres immobilisations financières	742 006				742 006	
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 263 183		1 921 953		1 690 924	8 494 212

Valeurs mobilières de placement à la date d'arrêté 3 294 (Valeur nette de dépréciation)

Au regard des avis du comité d'urgence CNC 2005-J et 2007-C, les options d'activation des frais d'acquisition peuvent être exercées de manière dissociée dans le respect des règles de permanence des méthodes :

- Aux immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Aux titres de participation au sens fiscal (CGI 39-1, 5°) ;
- Aux autres immobilisations financières et VMP.

Immobilisations : Titres de participations

Les titres de participation figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs financiers immobilisés ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations financières et sont comptabilisés en charges. Il en ressort un traitement extra comptable lors de la détermination du résultat fiscal.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur actuelle est appréciée en fonction de plusieurs critères d'appréciation, tel que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives d'avenir ainsi que les spécificités liées à l'activité des sociétés concernées.

Immobilisations : Autres titres immobilisés

Les titres de participation figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs financiers immobilisés ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations financières et sont comptabilisés en charges. Il en ressort un traitement extra comptable lors de la détermination du résultat fiscal.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur actuelle est appréciée en fonction de plusieurs critères d'appréciation, tel que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives d'avenir ainsi que les spécificités liées à l'activité des sociétés concernées.

Titres de placement

Les titres de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition.

Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition des titres de placement ne sont pas incorporés à leur coût d'acquisition et sont comptabilisés en charges.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée du montant de la différence.

Amortissements

Etat exprimé en euros	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/09/2020
		Dotations	Diminutions	
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Autres	83 269		83 269	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	83 269		83 269	
Terrains	16 464		16 464	
Constructions sur sol propre	8 950		8 950	
sur sol d'autrui	583 485		583 485	
instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels	1 724 535		1 724 535	
Autres Instal., agencement, aménagement divers	52 534		52 534	
Matériel de transport	48 732		48 732	
Matériel de bureau, mobilier	138 413		138 413	
Emballages récupérables et divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 573 113		2 573 113	

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/09/2020
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	218 167		218 167	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts	214 672	917 451	23 723	1 108 400
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		432 839	917 451	241 890	1 108 400
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	39 969	1 597	25 387	16 179
	Sur stocks et en-cours	6 549		6 549	
	Sur comptes clients	1 251		1 251	
	Autres	3 000		3 000	
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	50 769	1 597	36 187	16 179
TOTAL GENERAL		483 608	919 048	278 077	1 124 579

Dont dotations
et reprises

{
- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

1 597
917 451

28 387
23 723

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Provisions pour risques, Provisions réglementées

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise.

En application du règlement ANC 2014-03, toute obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, fait l'objet d'une provision estimée avec une fiabilité suffisante.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées contiennent principalement les amortissements dérogatoires issus de la différence entre les amortissements admis au plan fiscal et ceux résultant de la dépréciation des immobilisations liés à la consommation de leurs avantages économiques.

La contrepartie des amortissements dérogatoires est inscrite en charges et produits exceptionnels.

Passif éventuel

Un passif éventuel est :

- soit une obligation potentielle de l'entité à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
- soit une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'entité n'est pas soumise à des passifs éventuels significatifs.

Créances

Etat exprimé en euros

	30/09/2020	1 an au plus	plus d'1 an
Actif Immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Actif Circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	120 933	120 933	
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés	2 532 275	2 532 275	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
Charges constatées d'avances			
TOTAL DES CREANCES	2 653 208	2 653 208	

Les créances "Groupe & associés" représentent essentiellement diverses avances consenties à des sociétés du groupe dont la SOCIETE DE DISTRIBUTION ARESIENNE est la société mère. Elles sont le résultat d'une convention de trésorerie au sein du groupe. Elles sont considérées comme étant à court terme.

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Le cas échéant, ces créances ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les sommes restant à percevoir au titre des ristournes sont évaluées au terme d'une centralisation, sur les systèmes de gestion de la société, des opérations par fournisseurs selon les différents articles, gammes de produits et accords négociés.

Dépréciations

Etat exprimé en euros

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/09/2020
Sur immobilisations <div> { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières </div>	39 969	1 597	25 387	16 179
Sur stocks et en-cours	6 549		6 549	
Sur comptes clients	1 251		1 251	
Autres	3 000		3 000	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	50 769	1 597	36 187	16 179

Immobilisations incorporelles autres que les frais d'établissement

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur réelle une provision est constituée du montant de la différence.

Concernant les fonds de commerce, une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur actuelle est appréciée en fonction de plusieurs critères de rentabilité.

Immobilisations corporelles

Lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur, les actifs, éventuellement regroupés en fonction de leur affectation, font l'objet d'un test de dépréciation pour comparer leur valeur nette comptable à la valeur actuelle. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable. Si tel est le cas, la base amortissable est réduite à due concurrence modifiant de manière prospective le plan d'amortissement.

Immobilisations financières

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur actuelle est appréciée en fonction de plusieurs critères d'appréciation, tel que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives d'avenir.

Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale. Le cas échéant, elles ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Dettes

Etat exprimé en euros

	30/09/2020	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Dettes Financières				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine	218 195	62 340	155 855	
Emprunts et dettes financières divers				
Groupe et associés	3 029 221	3 029 221		
Dettes d'Exploitation				
Fournisseurs et comptes rattachés	9 412	9 412		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Autres dettes				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES	3 256 829	3 100 974	155 855	

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'actualisation.

Les dettes "Groupe & associés" représentent pour partie diverses avances reçues de sociétés du groupe SOCIETE DE DISTRIBUTION ARESIENNE est la société mère. Elles sont le résultat d'une convention de trésorerie au sein du groupe. Elles sont considérées comme étant à court terme.

Etat exprimé en euros

Charges à Payer

<u>Dettes Financières</u>	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emp. dettes ets de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	20 074
<u>Dettes d'Exploitation</u>	
Fournisseurs et comptes rattachés	9 412
Dettes fiscales et sociales	
<u>Autres dettes</u>	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
	29 486

Produits à recevoir

<u>Actif Immobilisé</u>	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
<u>Actif Circulant</u>	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	

Charges et Produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		
Charges et Produits FINANCIERS		
Charges et Produits EXCEPTIONNELS		

Résultat exceptionnel

<u>Nature</u>	<u>Charges</u> <u>Exceptionnelles</u>	<u>Produits</u> <u>Exceptionnels</u>
PROV. POUR IMPOT : Dotations / Reprises	917 451	23 723
Sorties immobilisations sur apport partiel d'actifs	1 347 773	1 347 773

Impôts sur les Bénéfices

L'entité est soumise à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun.

Les impositions comptabilisées le sont sous le régime de l'impôt exigible.

Aucune imposition différée, tant active que passive, n'est comptabilisée.

L'entité ne dispose d'aucune créance fiscale de report en arrière des déficits

L'entité est la société tête d'un groupe de sociétés ayant souscrit au régime d'intégration fiscale prévu aux articles 223A et suivants du CGI.

Le poste impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés, calculée dans les conditions de droit commun, sous déduction :

- les effets de l'intégration fiscale en sa qualité de société mère intégrante.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en euros	30/09/2020	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		716	222	494
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		(893 728)	(876 961)	(16 767)
RESULTAT COMPTABLE		(893 012)	(876 739)	(16 273)

(1) après retraitements fiscaux.

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

30/09/2020

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Filiales et participations

Etat exprimé en euros		30/09/2020	Capitaux propres	Quote-part détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. Renseignements détaillés					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
SAS L'AUTO ARES		400 709		99,99	64 981
SCI LA MONTAGNE		4 652 172		99,99	1 090 506
SCI ARES EXPANSION		1 155 235		99,99	898 189
SAS ARES DISTRIBUTION		2 597 202		99,99	1 250 635
SAS ARES MULTIMEDIA		33 821		100,00	(1 597)
2. Participations (10 à 50 %)					
B. Renseignements globaux					
1. Filiales non reprises en A.					
a) françaises					
b) étrangères					
2. Participations non reprises en A.					
a) françaises					
b) étrangères					

La société a donné sa garantie auprès de divers établissements de crédit pour des engagements souscrits par des filiales.

Engagements financiers

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Engagements donnés et reçus

Dans le cadre de sa participation au mouvement E.LECLERC, la société a donné sa garantie auprès de divers établissements de crédit pour des engagements souscrits par d'autres centres E.LECLERC.

La société a elle-même reçu la garantie d'autres centres E.LECLERC pour ses propres engagements financiers.
Ouverture de crédit non utilisée à la date de la clôture.

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	MME L. VERSAILLE				MR. X ROUSSEL			
	30/09/2020	30/09/2019	%	%	30/09/2020	30/09/2019	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	600	9 982	100,00	100,00	600	10 467	100,00	100,00
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	600	9 982	100,00	100,00	600	10 467	100,00	100,00
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	600	9 982	100,00	100,00	600	10 467	100,00	100,00

HOLDING - SODICAR
Société par actions simplifiée
au capital de 903 050 euros
Siège social : ROUTE DE BORDEAUX - 33740 ARES
340 556 489 RCS Bordeaux
(Ci-après désignée « la Société »)

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 24 MARS 2021

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2020
SOUMISE ET ADOPTEE

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **décide d'affecter** le résultat déficitaire s'élevant à -16.272,99 euros de la manière suivante :

ORIGINE

Résultat de l'exercice -16.272,99 euros

AFFECTATION

Prélèvement sur le poste de réserves :

Aux autres réserves, soit	-16.272,99 euros	
Total	-16.272,99 euros	-16.272,99 euros

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice clos le	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement
	Dividendes	Autres revenus distribués	
30 septembre 2019	957.233 €		
30 septembre 2018	- €		
30 septembre 2017	505.708 €		

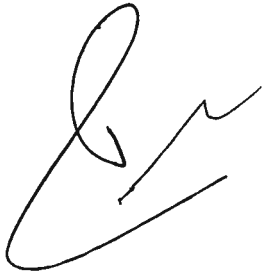
L'assemblée générale ordinaire réunie le 28 décembre 2018 a décidé la distribution exceptionnelle à titre de dividendes d'une somme globale de 1.200.000 euros prélevée sur le compte «Autres réserves».

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Pour copie certifiée conforme

Le Président

Monsieur Donato ZUDDAS

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

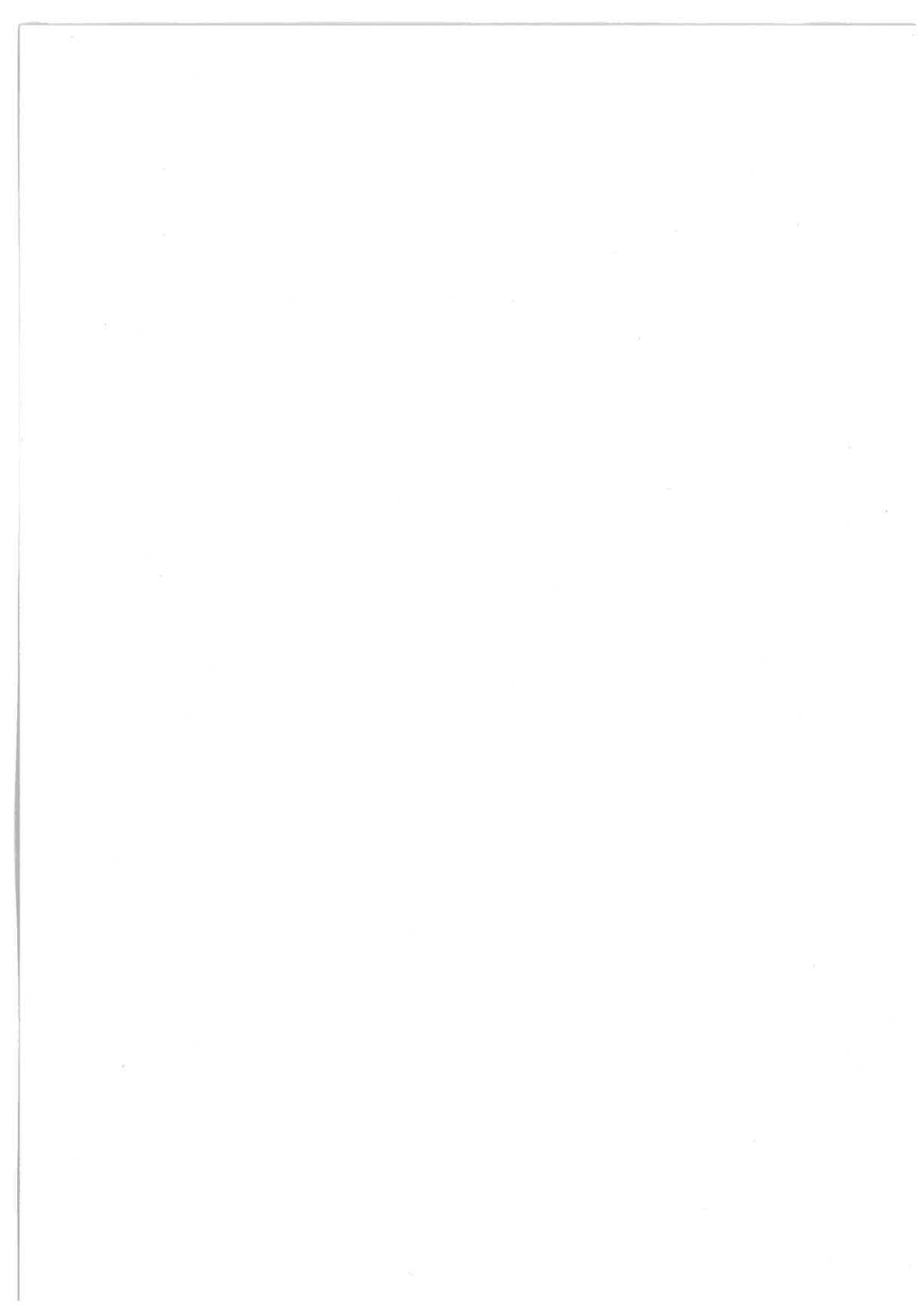
AUDIT Xavier ROUSSEL SAS
Xavier ROUSSEL
18 Cours Lemercier
17100 SAINTES

AUCENTUR
Laurence VERSAILLE
19-21 Rue du Commandant Cousteau
33100 BORDEAUX

HOLDING SODICAR SAS
Route de Bordeaux
33740 ARES

**Rapports des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 septembre 2020



HOLDING SODICAR SAS

**Route de Bordeaux
33740 ARES**

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 septembre 2020

AUDIT Xavier ROUSSEL SAS
Xavier ROUSSEL
18 Cours Lemer cier
17100 SAINTES

AUCENTUR
Laurence VERSAILLE
19-21 Rue du Commandant Cousteau
33100 BORDEAUX

HOLDING SODICAR SAS
Route de Bordeaux
33740 ARES

Bordeaux et Saintes, le 9 mars 2021

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la HOLDING SODICAR SAS relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

XR W

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2019 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Comme indiqué dans la note Informations Complémentaires des pages 13 et 14 de l'annexe et conformément au traité d'apport partiel d'actifs, approuvé par votre assemblée générale du 30 septembre 2020, votre société a transmis à la société ARES DISTRIBUTION SASU l'activité d'hypermarché du centre E. LECLERC d'Arès. Les actifs et passifs définitivement apportés font apparaître une valeur transmise de 1 321 953 € donnant lieu à l'attribution à votre société de 1 321 953 actions ordinaires comme indiqué dans l'annexe à la page 20. Dans le cadre des appréciations auxquelles nous avons procédé, l'examen des opérations intercalaires et de la conformité par rapport au traité d'apport ne nous a pas conduit à relever d'anomalie significative.
- Votre société présente à l'actif de son bilan des titres de participation d'une valeur totale nette de 8 494 212 euros tel que décrit à la page 20 de l'annexe. La valorisation de ces titres est réalisée selon les règles et méthodes comptables décrites à la page 11 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

XR m

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

XL W

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

AXAR

Commissaire aux comptes


Xavier Roussel
 Commissaire aux comptes,
 inscrit sur la liste nationale
 des commissaires aux comptes,
 rattaché à la CRCC Ouest Atlantique

AUCENTUR

Commissaire aux comptes


Laurence Versaille
 Commissaire aux comptes,
 inscrite sur la liste nationale
 des commissaires aux comptes,
 rattachée à la CRCC Nouvelle
 Aquitaine

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes**Bilan Actif**

Etat exprimé en euros

		30/09/2020			30/09/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (1)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				1 483
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				3 050
ACTIF CIRCULANT	Constructions				273 965
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				120 357
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	8 494 212	16 179	8 478 033	6 532 290
	Créances rattachées à des participations				948 918
	Autres titres immobilisés				742 006
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (II)	8 494 212	16 179	8 478 033	8 622 070
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				26 292
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				4 537 967
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés				398 175
	Autres créances	2 653 208		2 653 208	3 501 873
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 294		3 294	3 264
	DISPONIBILITES	1 800 213		1 800 213	2 499 435
	Charges constatées d'avance				77 295
	TOTAL (III)	4 456 715		4 456 715	11 044 300
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		12 950 928	16 179	12 934 749	19 666 370

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

41 900

(3) dont créances à plus d'un an



Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes**Bilan Passif**

Etat exprimé en euros

30/09/2020

30/09/2019

Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation	903 050	903 050
	RESERVES		
	Réserve légale	90 305	90 305
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées	7 592 438	7 337 949
	Autres réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	(16 273)	1 211 722
	Subventions d'investissement Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	8 569 520	9 543 026
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	1 108 400	218 167 214 672
	Total des provisions	1 108 400	432 839
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	218 195	2 057 195
	Emprunts et dettes financières divers	3 029 221	1 199 349
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		32 436
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 412	4 462 174
	Dettes fiscales et sociales		1 833 240
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes		106 110
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	3 256 829	9 690 504
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	12 934 749	19 666 370
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(16 272,99)	1 211 722,41
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		3 100 974	9 103 207
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			1 000 000



Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

30/09/2020

30/09/2019

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				40 694 422
	Production vendue (Biens)				4 056 843
	Production vendue (Services et Travaux)				888 388
	Montant net du chiffre d'affaires				45 639 653
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				1 586
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges				17 836
	Autres produits			176	160 702
	Total des produits d'exploitation (1)			176	45 819 776
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				31 638 246
	Variation de stock				66 040
	Achats de matières et autres approvisionnements				320 257
	Variation de stock				6 619
	Autres achats et charges externes			9 412	4 823 370
	Impôts, taxes et versements assimilés				897 368
	Salaires et traitements				4 333 082
	Charges sociales du personnel				1 391 893
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations				120 104
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				10 800
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				21 336
	Autres charges			2	27 934
	Total des charges d'exploitation (2)			9 414	43 657 049
RESULTAT D'EXPLOITATION				(9 238)	2 162 727

Document soumis au contrôle du commissaire aux comptes

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

30/09/2020

30/09/2019

RESULTAT D'EXPLOITATION		(9 238)	2 162 727
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		343
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		3 641
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	3 217	2 928
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	28 387	
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	32	43
Total des produits financiers		31 636	6 955
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 597	3 765
	Intérêts et charges assimilées (4)	20 086	26 524
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		21 683	30 289
RESULTAT FINANCIER		9 954	(23 334)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		716	2 139 393
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		636
	Sur opérations en capital	1 347 773	10 193
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	23 723	31 666
	Total des produits exceptionnels	1 371 496	42 495
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		400
	Sur opérations en capital	1 347 773	68
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	917 451	
	Total des charges exceptionnelles	2 265 224	468
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(893 728)	42 027
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		(876 739)	384 452 585 246
TOTAL DES PRODUITS		1 403 309	45 869 225
TOTAL DES CHARGES		1 419 582	44 657 503
RESULTAT DE L'EXERCICE		(16 273)	1 211 722

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) dont produits concernant les entreprises liées

(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

3 217

Principes, Règles et Méthodes Comptables

Le bilan de l'exercice présente un total de **12 934 749** euros. Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 403 309** euros et un total **charges** de **1 419 582** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-16 273** euros. L'exercice considéré débute le **01/10/2019** et finit le **30/09/2020**. Il a une durée de **12** mois.

Règles générales d'établissement des comptes

Les comptes annuels au **30/09/2020** ont été établis dans le respect des dispositions du règlement comptable ANC 2014-03 et des articles L123-12 et suivants du code de commerce. Les conventions comptables générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, et conformément aux conventions suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices ;
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité, et sauf les exceptions prévues par la réglementation, est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les comptes sont présentés en euros sauf indication contraire.

Méthodes comptables, changements de méthodes comptables estimations comptables, changements d'estimation et corrections d'erreurs

Aucun changement significatif de méthodes, d'estimation comptables, de correction d'erreurs ou de présentation des comptes annuels n'est à signaler.

Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêt des présents comptes.

Application de prescriptions comptables ne fournissant pas une image fidèle

Aucune des règles comptables, méthodes d'évaluation ou de présentation des opérations de l'entité n'est susceptible d'induire le lecteur en erreur en ne lui fournissant pas une image fidèle.

Circonstances nuisant à la comparabilité des informations communiquées

Sauf circonstances exceptionnelles mentionnées sous la note "Informations Complémentaires", il n'existe aucune circonstance qui empêche de comparer d'un exercice à l'autre les postes du bilan et/ou du compte de résultat.

Réévaluation

L'entité n'a procédé à aucune réévaluation de ses actifs corporels et financiers

Estimations, appréciations, hypothèses

La préparation des états financiers requiert l'utilisation d'estimations, appréciations et hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, de passifs, de charges ou de produits. Les hypothèses sont par nature incertaines, aussi, les réalisations qui seront ultérieurement constatées dans les comptes pourront s'écarter des estimations retenues.

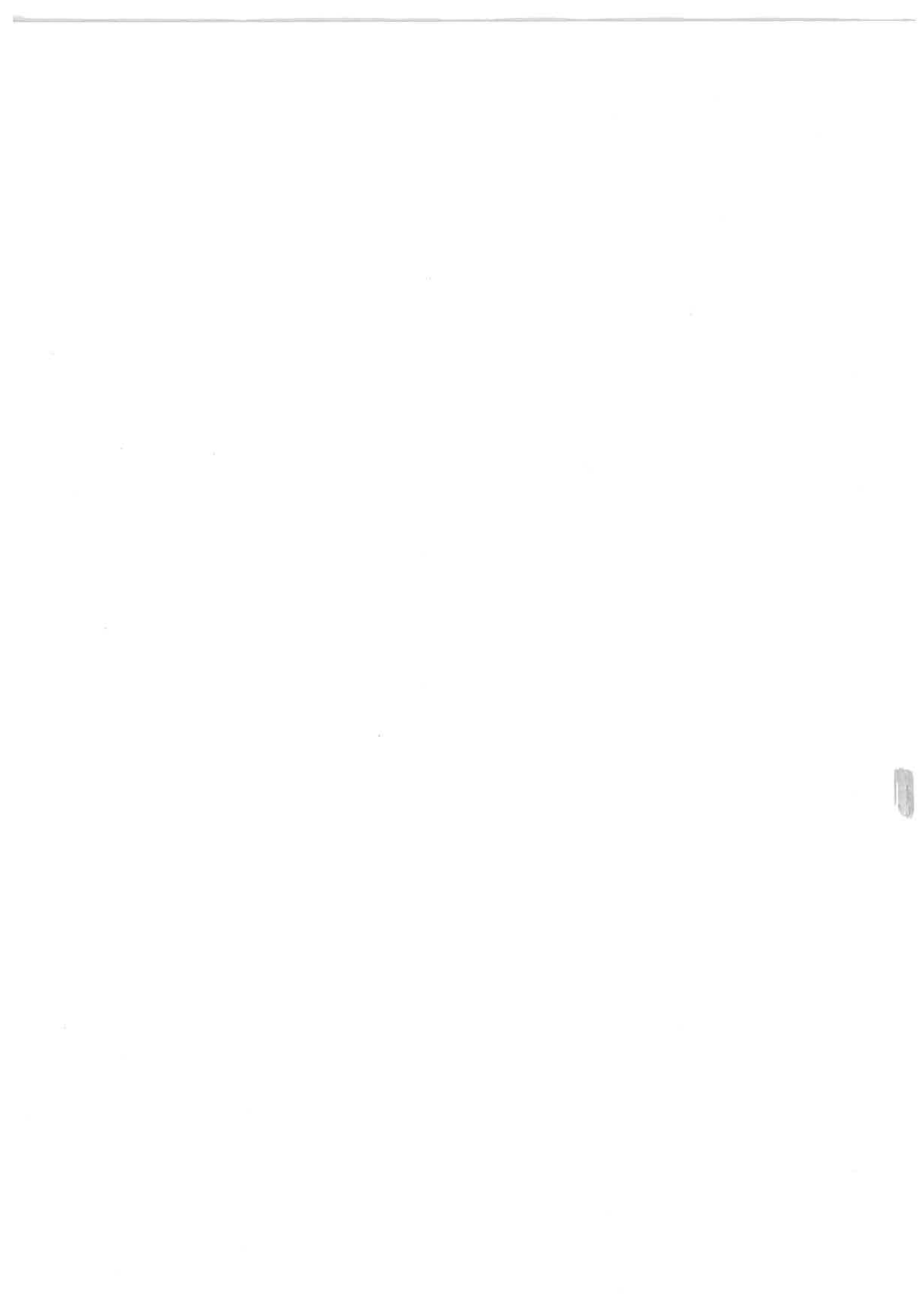
Ces estimations, appréciations et hypothèses sont arrêtées de manière à prendre en considération l'expérience passée, intégrer des facteurs pertinents et raisonnables en regard des conditions économiques et juridiques des situations d'espèce.

Ces estimations, appréciations et hypothèses sont établies sur la base d'informations disponibles à la date d'arrêt des comptes.

Provisions pour risques et charges

Dans le cadre de la marche normale de ses affaires, l'entité peut être engagée dans des procédures judiciaires ou administratives.

La Direction de l'entité, après étude de chaque situation, a procédé à la constatation d'une provision pour risques ou charges dont la valeur représente la sortie de trésorerie envisagée sur la base de ces informations.



Principes, Règles et Méthodes Comptables

La Direction ne prend pas en considération les éventuels droits à remboursement.

Immobilisations - Généralités

Les règles comptables relatives à la définition, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs conduisent à apprécier la décomposition des immobilisations en composants. Ces derniers représentent les éléments significatifs d'une immobilisation ayant une durée d'utilisation nettement différente de l'immobilisation prise dans son ensemble.

Titres de participation et créances rattachées

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice, ou d'y exercer une influence notable, ou qui sont jugés utiles à réalisation des activités l'entité.

A toute autre date que leur date d'entrée, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'utilité représentant ce que l'entité accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir. Les éléments suivants peuvent être pris en considération pour estimer la valeur d'utilité : rentabilité et perspective de rentabilité, capitaux propres, perspective de réalisation, conjoncture économique, cours moyens de bourse du dernier mois, ainsi que les motifs d'appréciation sur lesquels repose la transaction d'origine.

Les créances rattachées à des participations sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable.

Autres immobilisations financières

Figurent essentiellement dans ce poste les dépôts et cautionnement versés lors de la signature des baux des locaux loués pour les magasins ainsi que les titres, autres que les participations, que l'entreprise a l'intention de conserver durablement ainsi que diverses autres avances de fonds effectuées, notamment auprès d'entités du mouvement E. Leclerc.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont des titres acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance. Elles sont comptabilisées pour leur prix d'acquisition.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable.

Mali technique

Le mali technique de fusion correspond, à hauteur de la participation antérieurement détenue :

1/ Aux plus-values latentes sur éléments d'actif comptabilisés ou non dans les comptes de l'absorbée, et évaluées de manière fiable. Ces éléments incluent, le cas échéant, un fonds commercial dès lors que ce dernier peut être évalué de manière fiable.

Le fonds commercial peut inclure par exemple des éléments découlant de la prise de contrôle de la société absorbée par la société absorbante si ces derniers sont justifiés par des avantages attendus.

2/ Déduction faite des passifs non comptabilisés dans les comptes de l'entité absorbée en l'absence d'obligation comptable (par exemple provisions pour retraites, impôts différés passifs etc.).

Conformément au règlement ANC 2015-06 le mali technique est comptabilisé en fonction des différentes natures d'actifs sous-jacents afin de faciliter son suivi dans le temps compte tenu des nouvelles règles d'amortissement prévues à l'article 745-7 du règlement ANC 2014-03.

En conséquence, le mali technique est comptabilisé dans les catégories suivantes :

- Mali de fusion sur actifs incorporels,
- Mali de fusion sur actifs corporels,
- Mali de fusion sur actifs financiers
- Mali de fusion sur actif circulant.

Cette présentation par catégorie d'actifs résulte de l'affectation effectuée conformément à l'article 745-5 du règlement ANC 2014-03.

L'article 745-7 du règlement ANC 2014-03 fixe le principe d'amortissement du mali. Le mali technique suit les règles

Principes, Règles et Méthodes Comptables

d'amortissement de l'actif sous-jacent sur lequel porte la plus-value. Ainsi, la quote-part de mali affectée à un terrain ou à des titres n'est pas amorti mais fait l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation conformément à l'article 745-8 du présent règlement. La quote-part de mali résiduelle affectée à un fonds commercial suit les règles d'amortissement du fonds commercial.

La quote-part de mali affectée à des actifs amortissables comme des brevets ou des outillages est amortissable sur la durée d'utilisation résiduelle des actifs.

Il en résulte que le mali peut être pour partie amortissable et pour partie non amortissable selon les actifs sous-jacents auxquels il est affecté.

L'article 745-8 du règlement ANC 2014-03 fixe le principe de dépréciation du mali.

L'article 745-9 du règlement ANC 2014-03 fixe le principe de comptabilisation des amortissements et de dépréciation du mali dans des comptes spécifiques par catégorie d'actif.

Opérations en devises - Écarts de conversion

Les charges et produits en devises sont comptabilisés pour leur contrevaletur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "Ecart de Conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale. Le cas échéant, les créances ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse. Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Résultat courant

Le résultat courant résulte des produits et des charges afférents aux activités ordinaires de l'entité, ainsi que des éléments se situant dans le prolongement de celles-ci.

Résultat financier

Le résultat financier résulte des produits et des charges afférents aux activités de financement et d'investissement dans des titres financiers. Il comprend également les dotations et reprises sur dépréciations d'actifs financiers et/ou pour risques et charges d'ordre financier.

Résultat exceptionnel

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel, les produits et les charges qui ne relèvent pas par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif des activités courantes de l'entité.

Reprises exceptionnelles d'amortissements

L'entité n'a procédé à aucune reprise exceptionnelle d'amortissements à l'exception éventuelle des reprises d'amortissements dérogatoires.

Les différents tableaux suivants détaillent plus précisément la présente présentation.

Informations Complémentaires

La société SODICAR a effectué un apport partiel d'actif, placé sous le régime spécial des articles 210 A et suivants du CGI, avec effet rétroactif au 1/10/2019, consistant dans l'apport de l'activité d'hypermarché du centre E. Leclerc d'Ares.

Informations relatives aux effets de l'apport partiel d'actifs en date du 30/09/2020 sur certains postes du bilan

Emprunts

	SOLDE	MVTS			SOLDE
	DEBUT PERIODE	Restructuration Fusion, Apa ...	AUG.	REMB	FIN PERIODE
Emprunts	1 057 194.91	-537 243.50		-301 756.03	218 195.38

Immobilisations incorporelles et corporelles - Montant brut

LIBELLE	Ouverture	Augmentati on	Diminution	Fusion - Apa	Clôture
Frais d'établissement et développement					
Autres immos incorporelles	84 752.02			-84 752.02	
Sous total - Immo. Incorporelles	84 752.02			-84 752.02	
Terrains et AAI terrains	19 514.40			-19 514.40	
Constructions sur sol propre	8 950.00			-8 950.00	
Constructions sur sol d'autrui	583 484.95			-583 484.95	
Instal. Générales, Agenc. Amenag. Construc.					
Inst. Techniques, Matériels et outillages	1 998 500.13			-1 998 500.13	
Instal. Générales, Agenc. Amenag. Divers	52 533.78			-52 533.78	
Mat. de transport	147 458.60			-147 458.60	
Mat. de bureau et informatique	160 043.34			-160 043.34	
Emballages récup. et divers					
Immos. corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Sous total - Immo. Corporelles	2 970 485.20			-2 970 485.20	
Total	3 055 237.22			-3 055 237.22	

Immobilisations incorporelles et corporelles - Amortissements

LIBELLE	Ouverture	Augmentati on	Diminution	Fusion - Apa	Clôture
Frais d'établissement et développement					
Autres immos incorporelles	83 268.56			-83 268.56	
Terrains et AAI terrains	16 464.26			-16 464.26	
Constructions sur sol propre	8 950.00			-8 950.00	
Constructions sur sol d'autrui	583 484.95			-583 484.95	
Instal. Générales, Agenc. Amenag. Construc.					
Inst. Techniques, Matériels et outillages	1 724 534.92			-1 724 534.92	
Instal. Générales, Agenc. Amenag. Divers	52 533.18			-52 533.18	
Mat. de transport	48 732.18			-48 732.18	
Mat. de bureau et informatique	138 412.81			-138 412.81	
Total	2 656 381.46			-2 656 381.46	

Informations Complémentaires

Immobilisations financières

LIBELLE	Ouverture	Augmentation	Diminution	Fusion - Apa	Clôture
Participations éval. par mise en équivalence					
Autres participations	6 572 258.89	1 921 953.46			8 494 212.35
Autres titres immobilisés	948 917.70			-948 917.70	
Prêts et autres immos. financières	742 006.43			-742 006.43	
Total	8 263 183.02	1 921 953.46		-1 690 924.13	8 494 212.35

Provisions pour risques

Nature	Début période	Restructuration Fusion, Apa	Dotations	Reprises	Fin période
Provisions pour risques et charges	218 167.44	-218 167.44	0.00	0.00	0.00
Provisions pour impôts	214 672.00		917 451.00	23 723.00	1 108 400.00



Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Capital social

Etat exprimé en euros		30/09/2020	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		18 061,00	50,0000	903 050,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		18 061,00	50,0000	903 050,00

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros

	Capitaux propres clôture 30/09/2019	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 30/09/2020
Capital social	903 050				903 050
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...					
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	90 305				90 305
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	7 337 949	254 489			7 592 438
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	1 211 722	(1 211 722)		(16 273)	(16 273)
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	9 543 026	(957 233)		(16 273)	8 569 520

Date de l'assemblée générale 20/03/2020

Dividendes attribués 957 233

¹ dont dividende provenant du résultat n-1 957 233

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 8 585 793

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 8 585 793

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (973 506)



Immobilisations Incorporelles

Etat exprimé en euros	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/09/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p à p.	Cessions	
Frais d'établissement, de recherche et de développement						
Autres	84 752				84 752	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	84 752				84 752	

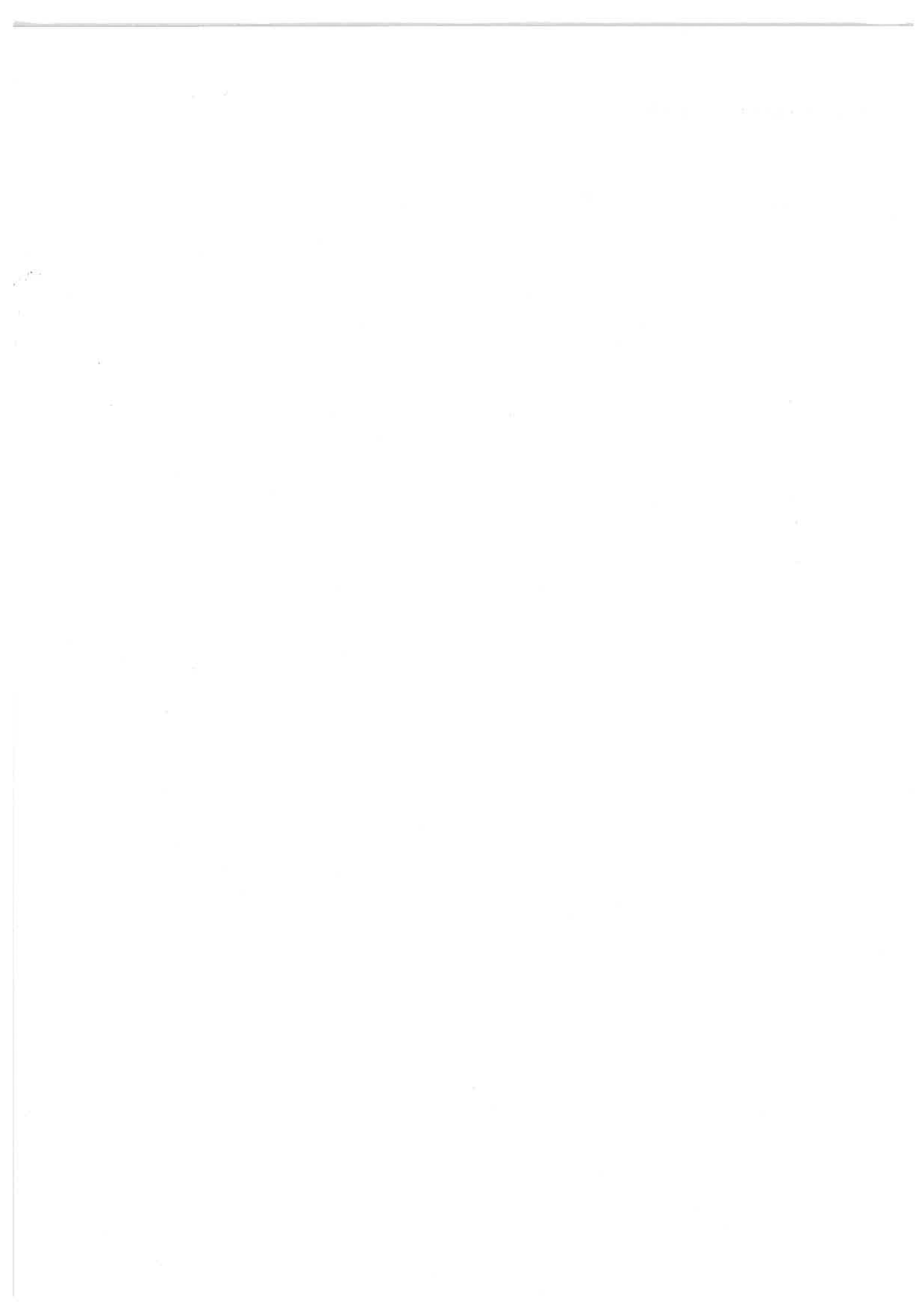
Frais d'établissement

	Valeur nette	% Taux amortis.
Frais de constitution		
Frais de premier établissement		
Frais d'augmentation de capital		
TOTAL		



Immobilisations Corporelles

Etat exprimé en euros	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/09/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
Terrains	19 514				19 514	
Constructions sur sol propre	8 950				8 950	
sur sol d'autrui	583 485				583 485	
instal. agencement aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels	1 998 500				1 998 500	
Instal., agencement, aménagement divers	52 534				52 534	
Matériel de transport	147 459				147 459	
Matériel de bureau, mobilier	160 043				160 043	
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 970 485				2 970 485	



Immobilisations Financières & Autres Actifs Financiers

Etat exprimé en euros	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/09/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	6 572 259		1 921 953			8 494 212
Autres titres immobilisés	948 918				948 918	
Prêts et autres immobilisations financières	742 006				742 006	
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 263 183		1 921 953		1 690 924	8 494 212

Valeurs mobilières de placement à la date d'arrêté 3 294 (Valeur nette de dépréciation)

Au regard des avis du comité d'urgence CNC 2005-J et 2007-C, les options d'activation des frais d'acquisition peuvent être exercées de manière dissociée dans le respect des règles de permanence des méthodes :

- Aux immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Aux titres de participation au sens fiscal (CGI 39-1, 5°) ;
- Aux autres immobilisations financières et VMP.

Immobilisations : Titres de participations

Les titres de participation figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs financiers immobilisés ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations financières et sont comptabilisés en charges. Il en ressort un traitement extra comptable lors de la détermination du résultat fiscal.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur actuelle est appréciée en fonction de plusieurs critères d'appréciation, tel que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives d'avenir ainsi que les spécificités liées à l'activité des sociétés concernées.

Immobilisations : Autres titres immobilisés

Les titres de participation figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs financiers immobilisés ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations financières et sont comptabilisés en charges. Il en ressort un traitement extra comptable lors de la détermination du résultat fiscal.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur actuelle est appréciée en fonction de plusieurs critères d'appréciation, tel que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives d'avenir ainsi que les spécificités liées à l'activité des sociétés concernées.

Titres de placement

Les titres de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition.

Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition des titres de placement ne sont pas incorporés à leur coût d'acquisition et sont comptabilisés en charges.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée du montant de la différence.

Amortissements

Etat exprimé en euros	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/09/2020
		Dotations	Diminutions	
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Autres	83 269		83 269	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	83 269		83 269	
Terrains	16 464		16 464	
Constructions sur sol propre	8 950		8 950	
sur sol d'autrui	583 485		583 485	
instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels	1 724 535		1 724 535	
Autres Instal., agencement, aménagement divers	52 534		52 534	
Matériel de transport	48 732		48 732	
Matériel de bureau, mobilier	138 413		138 413	
Emballages récupérables et divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 573 113		2 573 113	

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/09/2020
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	218 167		218 167	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts	214 672	917 451	23 723	1 108 400
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	432 839	917 451	241 890	1 108 400
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	39 969	1 597	25 387	16 179
	Sur stocks et en-cours	6 549		6 549	
	Sur comptes clients	1 251		1 251	
	Autres	3 000		3 000	
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	50 769	1 597	36 187	16 179
TOTAL GENERAL		483 608	919 048	278 077	1 124 579

Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 	1 597	28 387
		917 451	23 723

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Provisions pour risques, Provisions réglementées

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise.

En application du règlement ANC 2014-03, toute obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, fait l'objet d'une provision estimée avec une fiabilité suffisante.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées contiennent principalement les amortissements dérogatoires issus de la différence entre les amortissements admis au plan fiscal et ceux résultant de la dépréciation des immobilisations liés à la consommation de leurs avantages économiques.

La contrepartie des amortissements dérogatoires est inscrite en charges et produits exceptionnels.

Passif éventuel

Un passif éventuel est :

- soit une obligation potentielle de l'entité à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
- soit une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'entité n'est pas soumise à des passifs éventuels significatifs.

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Créances

Etat exprimé en euros

	30/09/2020	1 an au plus	plus d'1 an
Actif Immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Actif Circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	120 933	120 933	
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés	2 532 275	2 532 275	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
Charges constatées d'avances			
TOTAL DES CREANCES	2 653 208	2 653 208	

Les créances "Groupe & associés" représentent essentiellement diverses avances consenties à des sociétés du groupe dont la SOCIETE DE DISTRIBUTION ARESIENNE est la société mère. Elles sont le résultat d'une convention de trésorerie au sein du groupe. Elles sont considérées comme étant à court terme.

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Le cas échéant, ces créances ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les sommes restant à percevoir au titre des ristournes sont évaluées au terme d'une centralisation, sur les systèmes de gestion de la société, des opérations par fournisseurs selon les différents articles, gammes de produits et accords négociés.

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Dépréciations

Etat exprimé en euros

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/09/2020
Sur immobilisations <div> { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières </div>	39 969	1 597	25 387	16 179
Sur stocks et en-cours	6 549		6 549	
Sur comptes clients	1 251		1 251	
Autres	3 000		3 000	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	50 769	1 597	36 187	16 179

Immobilisations incorporelles autres que les frais d'établissement

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur réelle une provision est constituée du montant de la différence.

Concernant les fonds de commerce, une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur actuelle est appréciée en fonction de plusieurs critères de rentabilité.

Immobilisations corporelles

Lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur, les actifs, éventuellement regroupés en fonction de leur affectation, font l'objet d'un test de dépréciation pour comparer leur valeur nette comptable à la valeur actuelle. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable. Si tel est le cas, la base amortissable est réduite à due concurrence modifiant de manière prospective le plan d'amortissement.

Immobilisations financières

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur actuelle est appréciée en fonction de plusieurs critères d'appréciation, tel que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives d'avenir.

Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale. Le cas échéant, elles ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Dettes

Etat exprimé en euros

	30/09/2020	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Dettes Financières				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emp. dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
Emp. dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	218 195	62 340	155 855	
Emprunts et dettes financières divers				
Groupe et associés	3 029 221	3 029 221		
Dettes d'Exploitation				
Fournisseurs et comptes rattachés	9 412	9 412		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Autres dettes				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES	3 256 829	3 100 974	155 855	

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'actualisation.

Les dettes "Groupe & associés" représentent pour partie diverses avances reçues de sociétés du groupe SOCIETE DE DISTRIBUTION ARESIENNE est la société mère. Elles sont le résultat d'une convention de trésorerie au sein du groupe. Elles sont considérées comme étant à court terme.

Etat exprimé en euros
Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Charges à Payer

<u>Dettes Financières</u>	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emp. dettes ets de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	20 074
<u>Dettes d'Exploitation</u>	
Fournisseurs et comptes rattachés	9 412
Dettes fiscales et sociales	
<u>Autres dettes</u>	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
	29 486

Produits à recevoir

<u>Actif Immobilisé</u>	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
<u>Actif Circulant</u>	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	

Charges et Produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		
Charges et Produits FINANCIERS		
Charges et Produits EXCEPTIONNELS		

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Résultat exceptionnel

<u>Nature</u>	<u>Charges</u> <u>Exceptionnelles</u>	<u>Produits</u> <u>Exceptionnels</u>
PROV. POUR IMPOT : Dotations / Reprises	917 451	23 723
Sorties immobilisations sur apport partiel d'actifs	1 347 773	1 347 773

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Impôts sur les Bénéfices

L'entité est soumise à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun.

Les impositions comptabilisées le sont sous le régime de l'impôt exigible.

Aucune imposition différée, tant active que passive, n'est comptabilisée.

L'entité ne dispose d'aucune créance fiscale de report en arrière des déficits

L'entité est la société tête d'un groupe de sociétés ayant souscrit au régime d'intégration fiscale prévu aux articles 223A et suivants du CGI.

Le poste impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés, calculée dans les conditions de droit commun, sous déduction :

- les effets de l'intégration fiscale en sa qualité de société mère intégrante.

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en euros

30/09/2020

Résultat avant impôts

Impôts (1)

Résultat après impôts

RESULTAT COURANT	716	222	494
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)	(893 728)	(876 961)	(16 767)
RESULTAT COMPTABLE	(893 012)	(876 739)	(16 273)

(1) après retraitements fiscaux.

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Avances aux dirigeants

Etat exprimé en euros		30/09/2020	30/09/2019
	TOTAL		
NEANT			

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

30/09/2020

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Filiales et participations

Etat exprimé en euros

30/09/2020

Capitaux
propresQuote-part
détenue en
pourcentageRésultat
du dernier
exercice clos

A. Renseignements détaillés

1. Filiales (Plus de 50 %)

SAS L'AUTO ARES	400 709	99,99	64 981
SCI LA MONTAGNE	4 652 172	99,99	1 090 506
SCI ARES EXPANSION	1 155 235	99,99	898 189
SAS ARES DISTRIBUTION	2 597 202	99,99	1 250 635
SAS ARES MULTIMEDIA	33 821	100,00	(1 597)

2. Participations (10 à 50 %)

B. Renseignements globaux

1. Filiales non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères

2. Participations non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères

La société a donné sa garantie auprès de divers établissements de crédit pour des engagements souscrits par des filiales.



ANNEXE - Elément 9

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Engagements financiers

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Engagements donnés et reçus

Dans le cadre de sa participation au mouvement E.LECLERC, la société a donné sa garantie auprès de divers établissements de crédit pour des engagements souscrits par d'autres centres E.LECLERC.

La société a elle-même reçu la garantie d'autres centres E.LECLERC pour ses propres engagements financiers.
Ouverture de crédit non utilisée à la date de la clôture.

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	MME L. VERSAILLE				MR. X ROUSSEL			
	30/09/2020	30/09/2019	%	%	30/09/2020	30/09/2019	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	600	9 982	100,00	100,00	600	10 467	100,00	100,00
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	600	9 982	100,00	100,00	600	10 467	100,00	100,00
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	600	9 982	100,00	100,00	600	10 467	100,00	100,00

HOLDING SODICAR SAS

**Route de Bordeaux
33740 ARES**

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 30 septembre 2020

AUDIT Xavier ROUSSEL SAS
Xavier ROUSSEL
18 Cours Lemercler
17100 SAINTES

AUCENTUR
Laurence VERSAILLE
19-21 Rue du Commandant Cousteau
33100 BORDEAUX

HOLDING SODICAR SAS
Route de Bordeaux
33740 ARES

Bordeaux et Saintes, le 9 mars 2021

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le
30 septembre 2020

Aux associés,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

XR *hw*



CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

AXAR

Commissaire aux comptes



Xavier Roussel

Commissaire aux comptes,
inscrit sur la liste nationale
des commissaires aux comptes,
rattaché à la CRCC Ouest Atlantique

AUCENTUR

Commissaire aux comptes



Laurence Versaille

Commissaire aux comptes,
inscrite sur la liste nationale
des commissaires aux comptes,
rattachée à la CRCC Nouvelle
Aquitaine

